

Le Point, 29 avril 2021

Jérôme Fourquet : « C'est la France de Houellebecq qui est touchée »

Mithridatisation. Selon le politologue, il y a une « *colère rentrée* » chez les Français, qui « *encaissent en serrant les dents* ».

Propos recueillis par Sébastien Le Fol



érôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'Ifop.

Le Point : L'attentat visant la policière de Rambouillet, qui s'inscrit dans une longue liste d'actes islamistes, peut-il avoir un écho particulier dans l'opinion ?

Jérôme Fourquet : Cet acte est d'autant plus marquant qu'il vise une femme, mère de famille, exerçant un métier administratif (ce qui explique pourquoi elle n'était pas armée). Elle s'appelait Stéphanie, prénom très commun, ce qui fait que beaucoup de nos concitoyens peuvent s'identifier à elle. Le mode opératoire de l'assassin, une attaque au couteau, ajoute à l'effroi. Plus globalement, la tragédie de Rambouillet s'insère dans une double série d'événements visant les forces de l'ordre qui témoignent d'un déferlement de la violence dans le pays.

Il y a tout d'abord la litanie macabre des attentats islamistes : 17 attentats visant les forces de l'ordre depuis Mohammed Merah en 2012. On se souvient de ce couple de policiers tué à son domicile à Magnanville, ville des Yvelines située à 50 kilomètres de Rambouillet. Un policier fut abattu sur les Champs-Élysées durant la précédente présidentielle ; on peut aussi citer la policière de

Montrouge tuée par Coulibaly ou bien encore, en octobre 2019, l'attaque de la préfecture de police à Paris.

Mais, ces dernières années, les forces de l'ordre n'ont pas seulement été visées par le terrorisme. Elles sont également attaquées en permanence par des voyous, qui n'ont plus peur d'aller « au contact ». Les Français assistent à la « désanctuarisation » de leurs policiers censés les protéger. Dans une cité de Villetaneuse, on a placardé des portraits de policiers d'Épinay avec le message suivant : « Dernier avertissement ! »

La mort d'une fonctionnaire de police peut-elle avoir le même effet sur l'opinion que celle d'un professeur de collège ?

Selon la dernière étude que nous avons réalisée à l'Ifop, plus des deux tiers des Français éprouvent de la sympathie pour la police et lui font confiance. Ils se sentent majoritairement solidaires de leurs policiers. Néanmoins, une part de la population va considérer que cela fait partie des « risques du métier » et il n'y aura probablement pas la même mobilisation que pour Samuel Paty. Cela n'enlève rien à l'émotion, mais l'impact dans l'opinion sera sans doute moins fort.

Quelques heures à peine après les faits, l'attentat de Rambouillet ne faisait plus l'ouverture des journaux sur certaines radios publiques... Le terrorisme islamiste se banaliserait-il ?

À l'Ifop, nous avons créé un baromètre mesurant les sentiments des Français vis-à-vis du terrorisme islamiste. Depuis l'été 2017, nous avons observé une décrue de la menace terroriste dans la perception des Français. Ils ont appris à vivre avec cette menace de la même manière qu'ils s'habituent à vivre avec le Covid. Nous assistons à une « faitdiversation » du terrorisme islamiste. Celui-ci se banalise. Dans l'inconscient collectif, un attentat comme celui de Rambouillet, commis à l'arme blanche, faisant une seule victime, s'apparente désormais presque à un meurtre sordide. La figure du « radicalisé » a rejoint celle du rôdeur violant une joggeuse isolée ou du pédophile enlevant un enfant. On oublie très vite désormais les attentats de ce type. Comme si le corps social s'était mithridatisé à force d'être confronté à ces actes depuis plusieurs années. Le fait que ces attentats soient perpétrés par des individus solitaires et non plus par des commandos organisés renforce ce sentiment de fatalité. On n'est pas à l'abri d'une mauvaise rencontre, se dit-on...

Est-ce la peur qui explique cette attitude ?

Cette attitude peut être analysée de différentes manières. Certains y verront une apathie collective. D'autres, au contraire, souligneront la maturité civique du peuple français, qui ne panique pas. Nous n'avons pas assisté à des actes de

représailles à la suite de tous ces attentats. Quelques mosquées ont été taguées ou attaquées, mais on n'a pas vu de milices d'autodéfense se constituer. Je crois qu'il y a une colère rentrée chez les Français. Pour le moment, le corps social tient et encaisse en serrant les dents.

Dans la géographie des attentats islamistes, que représente la ville de Rambouillet ?

Tout d'abord, le fait qu'un attentat islamiste puisse se produire dans cette petite ville cossue et paisible à 60 kilomètres de Paris renforce cette impression de « faitdiversation » du terrorisme. Cela peut arriver n'importe où ! Et pas seulement au cœur des grandes métropoles, dans les banlieues difficiles ou dans les sites touristiques mondialement connus comme la promenade des Anglais ou le marché de Noël de Strasbourg, qui ont été frappés. C'est la France de Houellebecq qui est touchée désormais par le terrorisme islamiste. Le lotissement pavillonnaire de Magnanville, la zone logistique de Saint-Quentin-Fallavier, le Super U de Trèbes, l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray, le collège de Samuel Paty constituent un kaléidoscope de la France moyenne contemporaine, celle dans laquelle vit une majorité de nos concitoyens... Cela renforce l'inquiétude et l'effroi des Français.

Le dernier attentat, dans la basilique Notre-Dame de l'Assomption de Nice, remonte à six mois... La menace n'était-elle pas sortie des radars de l'opinion ?

Auparavant, moins de trois mois s'écoulaient environ entre chaque attentat. Le fait que six mois nous séparent de la dernière attaque avait sans doute contribué à faire un peu baisser le sentiment de menace. Pour autant, les Français, du fait du nombre élevé d'attaques déjà subies, ont plus ou moins consciemment intégré des repères chronologiques et calendaires. Beaucoup d'attentats ont été perpétrés un vendredi, comme celui de Rambouillet : Samuel Paty, le deuxième attentat de *Charlie*, les attentats du 13 novembre 2015, l'attaque de Trèbes... Les Français savent désormais que ce jour-là, jour de la grande prière, il y a un risque plus élevé d'attentat. Surtout si c'est en période de ramadan, comme nous le sommes actuellement. Le samedi soir, lui, est aujourd'hui associé dans l'imaginaire collectif aux attaques au mortier contre les forces de l'ordre qui se produisent chaque semaine dans un ou plusieurs quartiers de France. Et les vacances scolaires, on le sait aussi, sont propices aux violences urbaines, tout comme le sont la nuit de la Saint-Sylvestre et, depuis plusieurs années, celle de Halloween ou bien encore les soirs de matchs de l'équipe de football d'Algérie. Tous ces repères sont inscrits dans le paysage mental des Français et dans le calendrier du ministère de l'Intérieur, qui diffuse pour l'occasion des consignes de vigilance particulière à ses troupes. C'est la triste réalité.

Face aux attentats, y a-t-il un réflexe légitimiste ?

Ce temps-là est révolu. Le ralliement au drapeau, c'est terminé. François Hollande fut probablement le dernier à en bénéficier après les attentats de *Charlie Hebdo* et du Bataclan. Désormais, les critiques contre l'exécutif fusent immédiatement après une attaque. Macron et son équipe, de surcroît, souffrent depuis le début du quinquennat d'une défiance sur les sujets régaliens, défiance qui s'est accentuée ces derniers mois. Les jours précédant l'attentat de Rambouillet, le président avait certes durci son discours, mais les Français ont en tête d'autres phrases de lui, notamment sur les violences policières ou les attentats de 2015, qui nourrissent l'idée d'une insuffisante fermeté.

L'itinéraire du terroriste de Rambouillet pose de nouveau la question du contrôle de l'immigration...

Pour résumer son itinéraire, on peut dire qu'il est entré clandestinement en France sous Sarkozy, qu'il n'a pas été expulsé sous Hollande et qu'il a été régularisé sous Macron. Les parcours des terroristes de Nice, de Conflans-Sainte-Honorine, de la seconde attaque contre les anciens locaux de *Charlie* ou bien de l'agresseur du photographe de *L'Union* à Reims posent également la question du contrôle de l'immigration. Les Français se demandent s'il y a une volonté réelle de leurs dirigeants de surveiller les frontières et de maîtriser l'accès au territoire national. Ou bien si on a décidé de baisser les bras, comme dans le cas du variant brésilien du Covid, où l'on met plusieurs jours à interrompre les vols en provenance du Brésil sous prétexte qu'« on ne peut rien faire ». Les Français sont inquiets car ils savent que de nombreux profils comme celui de ces terroristes circulent en liberté sur leur territoire. « Que peut-on faire concrètement ? » se demandent-ils. Cette question leur importe davantage que celle qui consiste à se demander si cela fait le jeu ou non de Marine Le Pen.

Quel est l'effet des attaques terroristes sur le vote Le Pen ?

La colère rentrée des Français s'exprime en partie dans les urnes. Les dernières élections régionales se sont déroulées juste après les attentats du 13 novembre 2015. Nous avons évalué à trois points l'impact de ces événements sur le vote lepéniste. Je ne pense pas que l'attentat de Rambouillet puisse être un point de bascule ou « la goutte d'eau qui va faire déborder le vase ». Mais celui-ci va probablement conforter et consolider la solide assise du RN. Les effets de ces événements continueront à se faire sentir souterrainement. Ils ont déjà provoqué un déplacement vers la droite du centre de gravité des débats politiques sur les sujets régaliens. Même à gauche. De ce point de vue, la mort de Samuel Paty a constitué un tournant. C'est comme si un membre de la grande famille de gauche était mort. Il y a du sang sur la table. Le débat, à gauche, n'est plus entre collectivistes et réformistes, mais entre « islamo-gauchistes » ou « islamo-naïfs » et républicains. Et le débat est d'une violence inouïe.